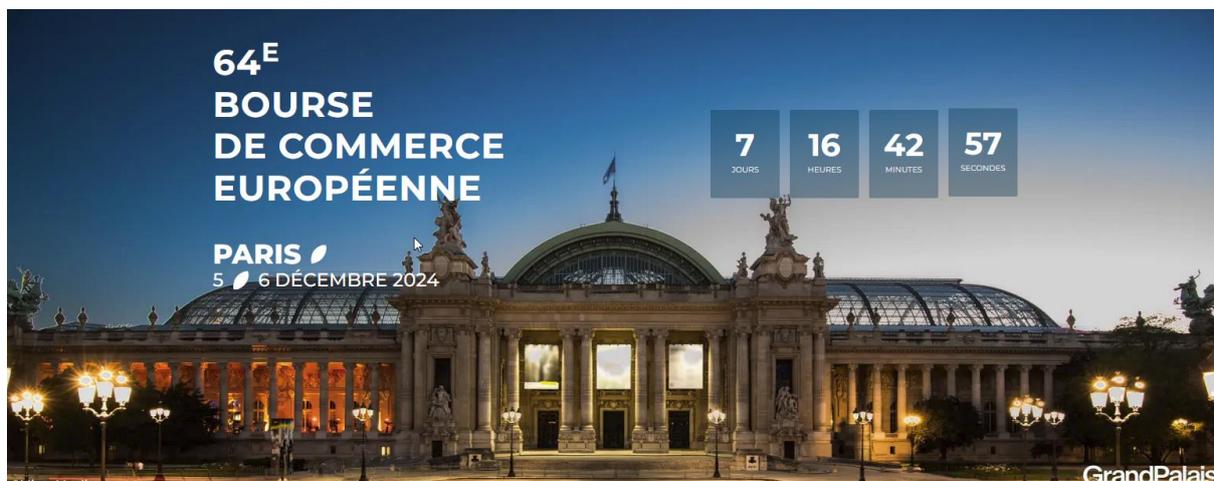




Confédération paysanne

Syndicats pour une Agriculture paysanne et la défense de ses travailleur-euses



# Pour protéger le revenu paysan, il faut réguler les marchés et rompre avec le libre-échange

## Dossier de presse

Alors que le sommet du Mercosur a lieu ces 5 et 6 décembre avec en ligne de mire la finalisation de l'accord de libre-échange UE-Mercosur, alors qu'on ne voit pas le bout de la crise agricole, 150 militant-es de la Confédération paysanne ont frappé un grand coup ce 5 décembre en ciblant les profiteurs de la dérégulation des marchés. Nous avons perturbé l'inauguration de la Bourse de Commerce européenne organisée au Grand Palais à Paris. La Confédération paysanne est venue affirmer qu'il faut arrêter de jouer avec le revenu des paysan-nes et de spéculer sur l'alimentation et la faim.

### Contacts presse :

- Laurence Marandola, porte-parole nationale : 06 31 66 10 83
- Sylvie Colas, secrétaire nationale : 06 70 31 90 71
- Stéphane Galais, secrétaire national : 06 81 27 74 56
- Thomas Gibert, secrétaire national : 06 65 24 66 44
- Caroline Nugues, chargée de communication : 06 95 29 80 78

## Un événement pour la spéculation sur les matières premières agricoles

Aujourd'hui a lieu à Paris la Journée de la Bourse, qui réunit plus de 120 exposants et 4 000 participants de la filière céréalière. Cet événement onéreux et bling-bling est organisé au service de ceux qui se gavent sur le dos des 99% du monde agricole. La moindre entrée, même pour un exposant, s'élève à 300€ HT/personne... Un dîner à plus de 300 000 euros sera servi au banquet des spéculateurs, courtiers, traders, dirigeants syndicaux et de grandes coopératives, pendant que le manque structurel de revenu agricole étrangle nos fermes.



Puisqu'il y a un dress code pour la « sauterie » du soir, nombre d'entre nous sommes vêtus de cottes de travail et avons ramené de la paille pour leur rappeler sur quels travailleurs-euses ils construisent leur fortune pour manger des petits fours en costard-cravate...

Nous dénonçons avec force la spéculation sur les matières premières agricoles que cet événement vise à encourager : acheter du blé, du soja, ou toute autre denrée à prix bas, attendre qu'augmentent les prix, pour ensuite les revendre lorsque les cours des matières premières agricoles sont les plus élevés possibles. Ces spéculateurs sont là aujourd'hui pour jouer avec l'alimentation et donc le revenu des paysan·nes et la vie des gens. Ces acteurs de la dérégulation, qui se gavent sur notre dos en France et partout dans le monde, **sont les premiers responsables des crises agricoles et des crises alimentaires. En France, 50% du blé produit est exporté et donc soumis à cette spéculation, tout comme celui commercialisé en France.**

Les paysan·nes sont victimes de cette mise en concurrence aveugle de nos productions avec celles du monde entier qui tire vers le bas nos revenus et nos réglementations sociales et environnementales. Pendant que la grande majorité des agricultrices et agriculteurs sont victimes et remettent légitimement en cause le libre-échange, des acteurs profitant de la dérégulation des marchés, dont Arnaud Rousseau, patron de la multinationale Avril, se gavent sur le dos des agricultrices et agriculteurs.

Ces mécanismes affectent aussi l'ensemble des populations, en faisant artificiellement monter les prix des denrées alimentaires, les rendant inaccessibles à de nombreux citoyen·nes, dans les pays du Sud mais aussi dans les pays dits « développés », comme la France.

Alors que l'accord de libre-échange entre l'Union européenne et le Mercosur serait en passe d'être signé, nous nous permettons de nous interroger : cet événement ne serait-il pas organisé pour sceller les partenariats commerciaux qui nous soumettront à la concurrence déloyale des exportateurs sud-américains ?

# Des partenaires et exposants, prédateurs du revenu paysan et promoteurs du libre-échange

Parmi les partenaires « platine » et « or » de l'événement, nous retrouvons de vieilles connaissances qui contribuent à la destruction de la paysannerie française depuis des décennies :

- **Soufflet négoce by Invivo.** Cette « coopérative » Invivo s'est distinguée récemment en dévoilant son véritable plan de remplacement des agriculteur-rices en présentant sa réflexion sur des « régisseurs » d'exploitation agricole.
- **Saipol - Sofiprotéol - Avril.** Cette multinationale est dirigée par Arnaud Rousseau, également président de la FNSEA. Elle possède plusieurs intérêts au Brésil, pas uniquement dans l'oléochimie, mais aussi dans l'alimentation animale via sa filiale MixScience (Salus Group au Brésil). Elle bénéficie du CETA, pour ses importations de colza OGM canadien. Colza OGM qui a d'ailleurs été disséminé aux alentours du port de Rouen, au mépris de la législation française.
- **La filiale d'investissement du Crédit Agricole,** qui n'hésite pas à financer des projets climaticides.
- **Des vendeurs de semences et pesticides** comme Syngenta, qui, c'est bien connu, visent le bien-être des agriculteur-rices.
- **Les coopératives Axereal et Vivescia, et l'interprofession céréalière française Intercéréales,** financée par les CVO des productrices et producteurs français.



Parmi les entreprises participantes, on retrouve les principales multinationales qui se gavent sur le dos des paysan-nes et des citoyen-nes dans le monde :

- De nombreux acteurs des filières exportatrices du Mercosur comme la grande banque d'investissement brésilienne BTG Pactual, des exportateurs brésiliens comme Agribrasil, América Corretora, Denbra, Mbrasil consultoria & argentins J.J Hinrichsen S.A.
- Des dirigeants syndicaux comme Eric Thirouin, président de l'AGPB, et Arnaud Rousseau, patron de la multinationale Avril, accessoirement président de la FNSEA.
- Les géants du négoce mondial tels que Cargill, Bunge et Louis Dreyfus. Les 4 premières entreprises de négoce mondial de matières premières agricoles ont réalisé ensemble environ 10 milliards de dollars de bénéfice nets en 2021 !
- Des spécialistes de l'import-export (BZ Grain), des cabinets de courtage et une ribambelle de traders, consultants financiers et courtiers nous venant par exemple des Emirats Arabes Unis, de la Suisse et de Monaco.
- Des grands propriétaires capitalistes ukrainiens (Agroliga trade)
- Des vendeurs de pesticides comme Syngenta ou Bayer
- Des entreprises de fumigation fongicide, insecticide pour transporter « sainement » les marchandises à travers le monde... Ecotec fumigation Brazil, Rio Grande Fumigação, Pest control argentina SA
- Des entreprises françaises comme Bridor, Panzani, Roquette et soi-disant coopératives (Agrial, AXEREAAL, CAVAC, Dijon Céréales, Euralis, Limagrain, MaisAdour, Nord Céréales, OCEALIA, groupe Sénalia, Soufflet négoce by Invivo, Tereos, Vivescia)
- La Chambre arbitrale internationale de Paris, voie alternative à la voie judiciaire. Un des dangers des accords de libre-échange, comme le CETA est le fait de vouloir soumettre les Etats à des tribunaux d'arbitrage privés investisseurs – Etats, pour freiner toute réglementation entravant leur commerce, comprendre qui agit pour un mieux-disant social et environnemental.
- Des multinationales de l'agrobusiness comme Coca-Cola.

## Les revendications de la Confédération paysanne

Cette bourse européenne de commerce est le symbole :

- de la **dérégulation des marchés**, qui profitent à des multinationales et intermédiaires financiers.
- de la **déconnexion gravissime des dirigeant.es syndicaux et de coopératives** qui ne sentent pas gênés de festoyer dans le faste luxueux de la nef privatisée du Grand Palais, en pleine crise agricole.
- du **désengagement des gouvernements** dans l'organisation des marchés agricoles.
- de la **trahison des intérêts des éleveur-euses mais aussi des céréaliers en zones intermédiaires et des fermes céréalières moyennes**. Car le soja OGM entré à droits de douane nuls, le colza et la lentille importés du Canada, produites avec des normes différentes, sont autant de freins au développement de la diversification des cultures en limitant leur rentabilité en France.

Cette bourse européenne de commerce s'assoit ainsi sur les enjeux de revenu paysan, de renouvellement des générations, d'accès au foncier, d'alimentation de qualité, de biodiversité... Les discussions à l'intérieur du Grand Palais sont bien plus orientées sur la recherche de profit à tout prix au détriment des travailleur-euses, du climat et des territoires. **C'est ce capitalisme débridé qui tue nos campagnes et organise le plan de liquidation de nos fermes**, pas les normes sociales et environnementales qui doivent servir à protéger notre avenir, notre santé et notre alimentation.

**Nous ne sommes pas, rappelons-le, contre l'activité du commerce en général, mais contre le fait qu'il s'assoit actuellement sur le revenu paysan, le climat, les droits sociaux...** Nous revendiquons la fondation d'un commerce international équitable, qui passe en premier lieu par la protection du revenu paysan ici et ailleurs. Les objectifs de ce commerce international équitable doivent reposer sur :

- des prix rémunérateurs pour les travailleuses et travailleurs de la terre.
- le respect de la souveraineté alimentaire des peuples.
- la protection des droits sociaux.
- la lutte contre le dérèglement climatique et l'effondrement de la biodiversité
- l'incitation au mieux-disant social et environnemental dans les pratiques de production
- un droit à une alimentation de qualité et choisie pour toutes et tous.

**En France et en Europe, ces objectifs doivent se traduire concrètement dans les lois et les réglementations, par :**

- L'interdiction de l'achat de nos produits en-dessous de notre prix de revient.
- L'instauration de prix minimum d'entrée à l'importation de produits agricoles et alimentaires.
- La mise en place d'outils de régulation des marchés : lutte contre la spéculation, régulation des volumes, stockage public, transparence des marchés...